

La DISTRIBUTION des FRUITS COLONIAUX en FRANCE ÉTUDE GÉOGRAPHIQUE DE MARCHÉ

par **Ph. ARIÈS**

DIRECTEUR DU CENTRE DE DOCUMENTATION
DE L'INSTITUT
DES FRUITS ET AGRUMES COLONIAUX

Au lendemain de la Libération, à l'époque où on se demandait comment organiser la production dans une conjoncture très obscure, deux opinions se manifestaient, qui témoignaient au moins autant d'une opposition de tempéraments que d'une divergence positive sur l'appréciation d'un avenir hypothétique.

Les uns, les optimistes, frappés par le caractère archaïque et déficient du régime alimentaire français de 1938, comparé aux menus américains, pensaient qu'un effort considérable de production pouvait être tenté, en particulier dans le domaine des fruits, métropolitains ou coloniaux, sans courir le risque d'une abondance excessive : la consommation intérieure serait augmentée sur une marge appréciable et un surplus serait destiné à l'exportation en échange de devises étrangères.

Les autres, les pessimistes, s'inquiétaient des plans de production qu'ils jugeaient trop ambitieux. La consommation de peuples appauvris par la guerre, la reconstruction et l'inflation, pourrait-elle suivre l'essor d'une production trop développée ? Les budgets écrasés par l'impôt, l'inégal ajustement des salaires au coût de la vie absorberaient-ils les masses de biens de consommation prévus par un dirigisme déraisonnable ?

Les premiers étaient surtout sensibles aux *besoins*, les seconds, aux *possibilités*. Les premiers envisageaient facilement de rendre possibles les besoins par une modification radicale du régime économique. Les seconds, plus conservateurs, admettaient le maintien du statu quo, se méfiant de réforme de structure et se satisfaisaient essentiellement de l'adaptation la plus approchée des possibilités aux besoins.

Dans ce domaine, qui ressort d'une économie politique somme toute assez abstraite, les hypothèses sont souvent fragiles et toujours contestables. En bonne foi, aucune raison positive, aucune expérience indiscutable, ne nous contraignent à choisir entre les optimistes et les pessimistes, entre les partisans de l'abondance et les adversaires de la surproduction.

L'accord peut se faire, il est vrai, sur le contraste entre notre régime alimentaire, de l'Europe continentale, très déficient en produits vitaminés, et le

régime du monde anglo-saxon où s'est développé un type de consommation particulier — que ce soit au Royaume Uni ou en Australie, ou en Amérique — très riche en fruits et en produits frais. Mais passe-t-on facilement d'un type de civilisation à l'autre, en quelques années ? et peut-on compter sur un changement des habitudes de consommation pour absorber un excédent de production ?

D'autre part, peut-on jamais, dans le monde actuel, fixer les limites d'une saturation du consommateur ? des couches nouvelles de clientèle se révèlent, à la suite des substitutions de produits dûes à la rareté des denrées traditionnelles. Ainsi, quelques économistes, pourtant perspicaces et informés, redoutaient, il y a un an, une surproduction des agrumes d'Afrique du Nord, qui dépasseraient les capacités du marché intérieur.

Ils ne se doutaient pas qu'à côté du marché métropolitain, se développait sur place, à la production, un important marché consommateur, constitué par les indigènes eux-mêmes. Les populations nord-africaines, ont, pendant ces dernières années, accru leur consommation, au point d'absorber environ 80 % de la production. Il n'est pas impossible que, dans l'avenir, ils demeurent fidèles à une production de leur terroir, qui jusqu'alors, était essentiellement un produit d'exportation sur la France. Dès lors, le danger de surproduction se trouve reculé d'autant, exactement du nombre correspondant à l'accroissement de la consommation indigène.

Il apparaît donc bien délicat de limiter le niveau d'une production, si on n'a pas étudié préalablement les possibilités de la consommation. Certaines régions peuvent être saturées alors que d'autres pays, dans des conditions favorables, sont encore sans consommateurs.

C'est seulement après une étude géographique du

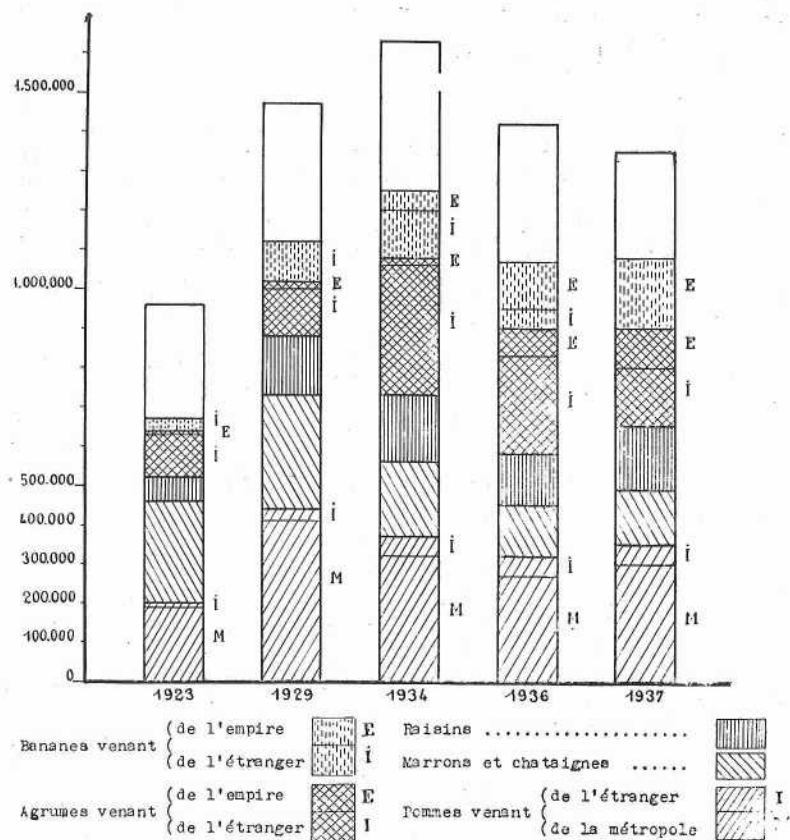


Fig. 1.

marché, qu'on peut avancer quelques hypothèses sur son extension.

Nous aurions voulu tenter un travail de ce genre sur la distribution en France des fruits coloniaux, bananes et agrumes, oranges et citrons. Malheureusement, une étude de marché ne peut être menée selon une méthode rigoureuse dans les circonstances actuelles. Depuis 1938, les conditions habituelles du marché ont été suspendues, les fruits d'outre-mer n'arrivent plus normalement, et les quelques arrivages sont distribués par voie d'autorité, selon des principes sans égard aux usages du commerce. Il faut donc se référer à un état de fait *ante bellum*, il faut remonter à la dernière année normale : 1938. Mais, outre que les années ont passé, que des générations se sont succédées depuis cette date, bien des archives ont été détruites, bien des documents ont été dispersés, en particulier dans les ports, chambres de commerce, douanes, chez les transitaires, importateurs. Beaucoup de nos correspondants malgré leur bonne volonté, ont bien souvent dû s'avouer incapables de répondre à notre enquête : d'où le caractère fragmentaire des résultats.

Néanmoins, il était utile de procéder à quelques sondages. Si imparfaits qu'ils soient, ils peuvent

suggérer quelques idées, quelques rapprochements, indiquer des possibilités.

Nous serions heureux si certains lecteurs voulaient bien nous apporter des précisions, ou des compléments.

La consommation française.

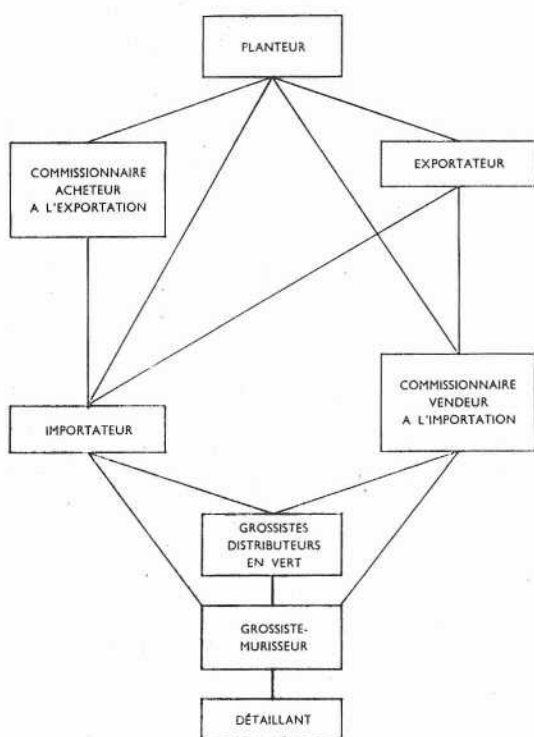
Préons d'abord une idée de l'importance des fruits coloniaux dans l'ensemble de la consommation fruitière coloniale, au moins dans la mesure où nous le permettent les statistiques agricoles, si imparfaites, si incomplètes. N'oublions pas que la campagne française achète peu de fruits dans le commerce, se ravitaille au verger et au fruitier familial, en abandonnant d'ailleurs sur place une part souvent importante d'une production peu soignée — peu soignée parce que sans préoccupation économique. Sous cette réserve, reportons-nous aux graphiques de la figure 1. Depuis la guerre de 1914, la consommation des fruits s'est accrue dans une proportion notable. Le maximum a été atteint en 1934, mais la décade des années antérieures à 1939 n'est pas profonde. Le volume des fruits consommés reste supérieur à celui de 1923.

La répartition des différents produits a varié, pendant, cette période, d'une manière intéressante.

Remarquons d'abord la diminution constante des marrons et châtaignes, il faut y voir un signe de la décadence de la grande châtaigneraie, atteinte par la maladie et aussi par la désaffection des populations. La châtaigne était l'aliment de base dans un type de civilisation rurale archaïque, désormais en voie d'abandon. Aujourd'hui, elle a perdu son ancien empire pour devenir un fruit consommé au même titre que les autres.

Par contre deux fruits métropolitains ont développé leur volume : le raisin et les pommes, pommes françaises et aussi pommes américaines dont les importations augmentent. C'est un indice de l'intérêt porté par les consommateurs urbains. La pomme est un dessert populaire, démocratique, et, en Août et Septembre, les arrivages de raisin écrasent toute autre concurrence, sur les marchés de nos grandes villes.

Néanmoins, l'aspect le plus frappant de ces diagrammes concerne les fruits coloniaux (quelques-uns, figes et dattes, sont compris, avec les prunes, pêches, poires, etc... dans la partie blanche des diagrammes), et plus spécialement les bananes et agrumes.



BANANES

Fig. 2.

En 1923, la part des bananes, dans l'ensemble de la consommation, était encore fort peu de chose. En 1937, elle était devenue à peu près équivalente au raisin — du moins au raisin des statistiques. De même pour les agrumes qui doublent leur tonnage entre 1923 et 1937. En même temps que s'accroissent les chiffres absolus, la part des exportations de provenance impériale se développe, en particulier pour les bananes.

En 1923, les agrumes et les bananes représentaient environ le 1/6 de la consommation totale en fruits. En 1937, ils avaient gagné sur le marché une place plus importante que celles des pommes, c'est-à-dire à peu près le 1/3 de la consommation.

Ainsi en 1937, la consommation connue sur le marché se répartissait à peu près ainsi : un quart de pommes, un tiers de bananes et agrumes, le reste en raisin, pêches, fraises, etc...

Par conséquent, dans l'ensemble, la préférence, sinon du public, du moins du commerce, va à des produits facilement commercialisés, dont le caractère saisonnier peut être atténué. C'est le cas de la pomme, c'est le cas de l'orange et surtout du citron. La banane occupe une situation intermédiaire. Sans partager la fragilité des fruits à baies, des fraises ou des cerises, que quelques heures d'orage peuvent dérériorer, les bananes ne supportent pas un stockage prolongé ; néanmoins elles arrivent vertes et doivent être mûries en caves avant d'être livrées au consommateur.

Le circuit commercial.

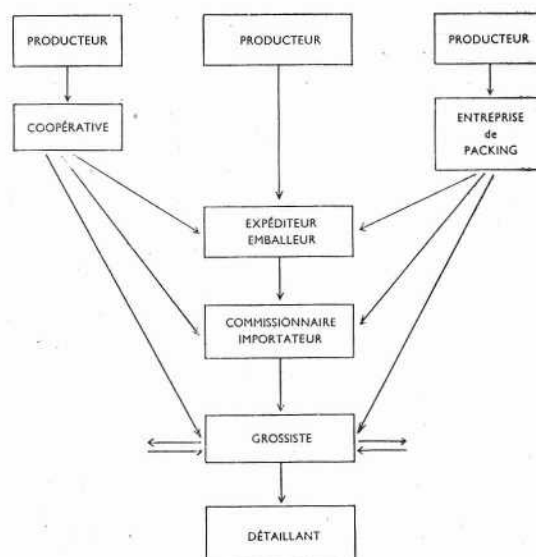
Esquissons maintenant un rapide schéma du circuit commercial qui achemine le fruit de la production à la consommation.

D'abord la *banane* (Fig. 2). Le schéma paraît assez compliqué, car plusieurs combinaisons sont possibles.

La vente peut se faire directement du planteur à l'importateur métropolitain. Celui-ci peut acheter la récolte, soit par contrat, soit à la commission, cas le plus répandu, étant donné les variations des cours. Les producteurs ont souvent témoigné le désir d'éliminer le commissionnaire du circuit commercial. Mais, dans l'état actuel de l'organisation professionnelle, il n'est guère possible de se passer du commissionnaire qui, en même temps, joue le rôle de banquier, créditant le compte du planteur avant d'avoir réalisé la valeur de la transaction.

Le Commissionnaire est en général à la métropole, dans des ports d'importation, ou à Paris, Lyon et quelques grands marchés consommateurs. Aux Antilles où la production est plus divisée entre les planteurs indigènes, les opérations se font parfois à la colonie même, par les soins d'un exportateur.

Le Commissionnaire importateur ne conserve pas la marchandise. Il la revend aussitôt à un grossiste. Il y a deux sortes de grossistes : celui qui redistribue avant le murissage, qui répartit seulement entre d'autres grossistes. Et le grossiste murisseur, dernier stade avant le détaillant et le consommateur. Car une fois sortie de la murisserie, la banane doit être sans délai livrée à la consommation.



AGRUMES

Fig. 3.

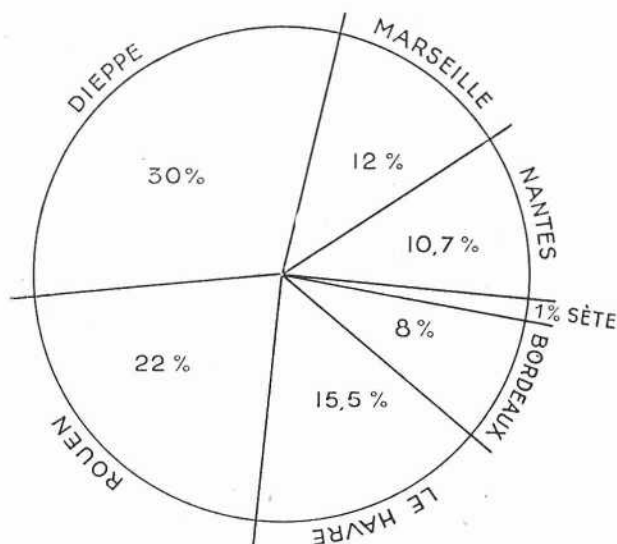


Fig. 4. — Importations des ports bananiers en 1938 (pourcentage)

Cas des *agrumes* d'Algérie (Fig. 3). Entre le producteur algérien et le commissionnaire importateur métropolitain, s'introduisent un ou deux intermédiaires : ou bien les producteurs sont associés en coopérative, qui se charge, sur le lieu de production, des opérations de triage, d'emballage et de transport au port d'embarquement ; ou bien, les producteurs passent, également au lieu de production, par un entrepreneur privé, une entreprise de *packing*, comme disent les américains, qui prend à son compte ces opérations de conditionnement ; ou bien, les fruits ne sont pas emballés au lieu de production, et sont acheminés en vrac, au port d'embarquement dans des camions où ils risquent de s'abîmer. Un expéditeur-emballer les achemine au port de débarquement métropolitain, Marseille par exemple. Le circuit se poursuit dès lors, assez analogue à celui de la banane. Néanmoins, comme l'orange est susceptible d'une certaine durée de conservation, supérieure à celle de la banane,

même en vert, elle devient objet de spéculation entre les commerçants qui les stockent, les vendent ou les achètent selon les variations des cours. Ce mouvement est indiqué sur la figure 3 par des flèches horizontales et inversées.

Ajoutons enfin que la distribution régionale présente, pour les agrumes, des irrégularités inconnues du marché de la banane où la murisserie représente un centre de répartition permanent et indispensable. Au port de débarquement, les agrumes peuvent être expédiés soit vers un centre de redistribution, soit directement vers les marchés locaux de consommation, au risque d'engorgement et de saturation de petites places dépourvues de volant de consommation.

Les sites d'entrée des bananes et agrumes.

Les bananes arrivent toujours par voie de mer. La figure 4 indique l'ordre d'importance des ports importateurs pour 1938.

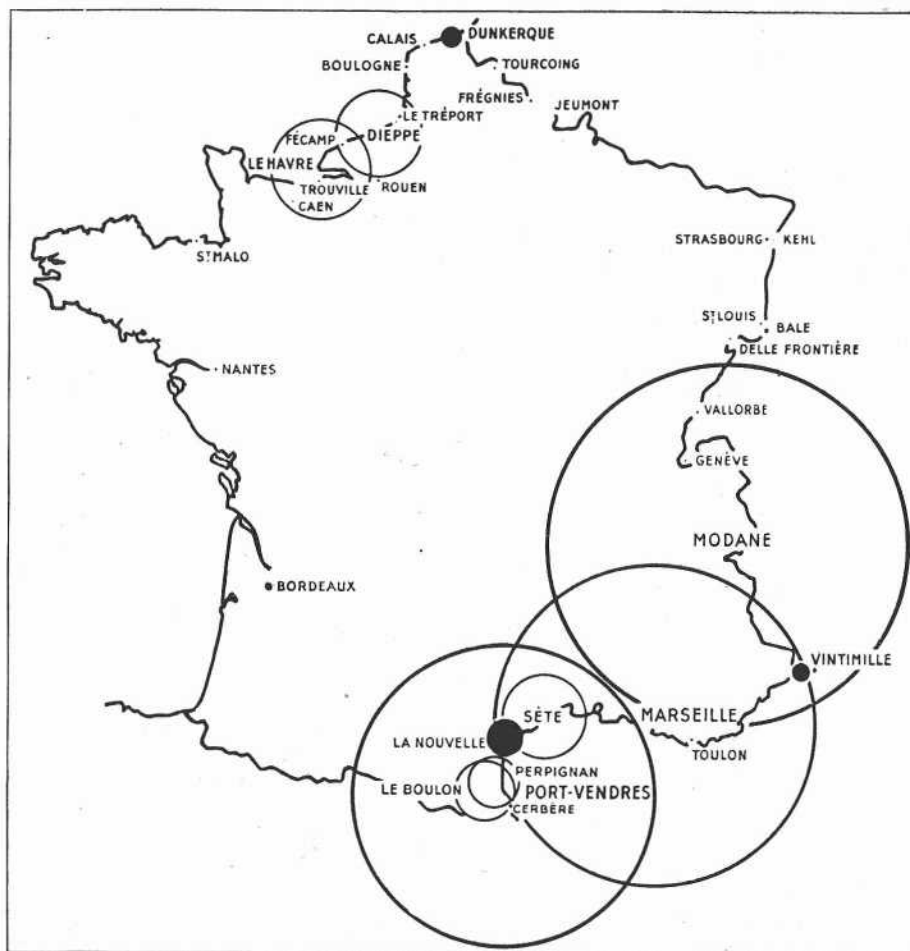


Fig. 5.

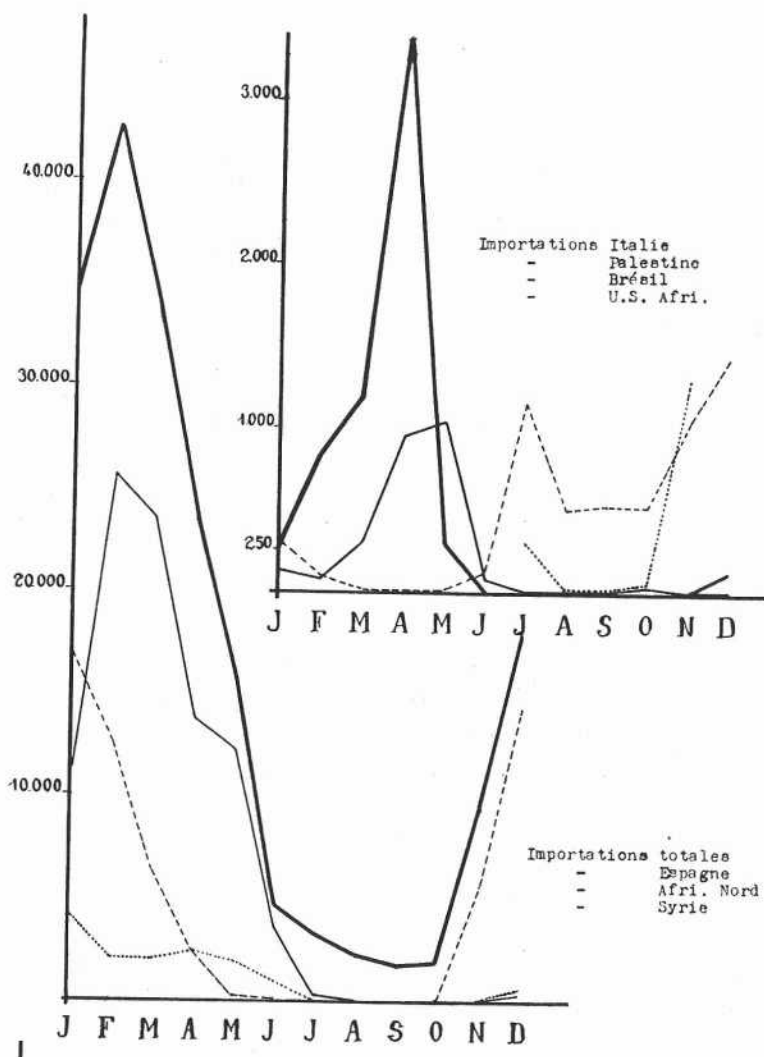


Fig. 6. — Répartition mensuelle des importations d'agrumes en France en 1938.

On observe tout de suite le rôle primordial des ports du Nord-Ouest : Dieppe, Rouen et Le Havre importent 67 % du total.

Dans le numéro 7 (Mars 1946) de *Fruits d'Outre-Mer* M. Mouquet a décrit l'histoire de la fonction bananière du port de Dieppe et la qualité de ses installations. Dieppe et Rouen reçoivent des bananes des Antilles. Le Havre importe en particulier les bananes du Cameroun. Les régimes de la côte d'Afrique, Guinée et Côte d'Ivoire sont débarqués à Nantes, Bordeaux, Marseille et Sète.

Les agrumes, au contraire, arrivent en France par voie de terre comme par voie de mer. Les oranges et mandarines d'Afrique du Nord sont importées principalement par des ports de la Méditerranée, Sète, Port-Vendres et surtout Marseille, qui

reçoivent les fruits d'Algérie. Le Maroc, en 1938, expédiait sur Marseille, mais aussi, sur des ports de la façade atlantique : Bordeaux et Dunkerque (voir Tableau I).

Tableau 1
IMPORTATIONS D'AGRUMES
D'AFRIQUE DU NORD
dans les PORTS FRANÇAIS

	ALGÉRIE	MAROC	TUNISIE	TOTAL
Marseille	52.358	3.279	4.051	59.688
Port-Vendres	11.468	—	—	11.468
Sète	3.501	24	—	3.525
Nice	129	—	—	129
Bordeaux ...	5	1.326	—	1.331
Rouen	140	3	—	143
Dunkerque..	296	1.982	—	2.278
Le Havre ...	—	182	—	182
Autres Port.	79	—	—	79

Par contre les productions espagnoles et italiennes adoptent plutôt la voie de fer, quoiqu'il existe un trafic côtier entre l'Espagne et les ports du Roussillon, comme La Nouvelle. Et la France achetait à l'Espagne deux fois plus d'oranges qu'elle n'en importait de son Empire.

La presque totalité des citrons était, en 1938, de provenance italienne (voir Fig. 6).

La carte de la figure 5 permet de se rendre compte de la diversité des points d'entrée. Les cercles sont proportionnels au tonnage importé (voir aussi Tableau II).

Les indications concernant les ports, surtout les grands ports, ne donnent qu'une idée imparfaite des arrivages : une part importante des expéditions est faite par camions.

Par contre, aux points frontières continentaux, les tonnages relevés sont d'une exactitude rigoureuse.

Ceci dit, on notera l'importance de la frontière espagnole, Le Boulon, Port-Vendres, Perpignan, et de la frontière italienne avec Modane. Modane, Marseille et Port-Vendres sont les trois points principaux d'importation.

Tableau 2. — **TONNAGE PAR GARES EXPÉDITRICES (Ports et Points Frontières)**
DES ORANGES ET DES CITRONS (en tonnes). (Importation) Transport par fer (S.N.C.F.) en 1938

PORTS ET POINTS FRONTIÈRES	Tonnage Oranges	Tonnage Citrons	TOTAL	PORTS ET POINTS FRONTIÈRES	Tonnage Oranges	Tonnage Citrons	TOTAL
Le Havre.....	5.859	36	5.895	Modane.....	4.995	16.560	21.555
Dieppe.....	4.048	879	4.927	Genève.....	8	—	8
Rouen.....	15	13	28	Vintimille.....	85	953	1.038
Rouen (Nord).....	14	75	89	Vallorbe.....	61	53	114
Caen.....	8	—	8	Delle Frontière.....	5	—	5
Trouville.....	5	9	14	Dunkerque.....	1.173	7	1.180
Saint-Malo.....	9	5	14	Boulogne.....	7	4	11
Fécamp.....	—	1	1	Calais.....	9	—	9
Nantes.....	56	11	67	Le Tréport.....	4	—	4
Bordeaux.....	376	18	394	Tourcoing.....	5	—	5
Perpignan.....	3.013	—	3.013	Jeumont.....	5	—	5
La Nouvelle.....	2.199	4	2.203	Feignies.....	—	13	13
Port-Vendres.....	17.894	5	17.899	Saint-Louis.....	—	70	70
Sète.....	5.086	—	5.086	Strasbourg.....	159	31	190
Le Boulon P.....	3.658	—	3.658	Kehl.....	1	—	1
Cerbère.....	137	—	137	Bâle.....	111	200	311
Marseille.....	18.205	908	19.113				
Toulon.....	3	—	3				
				Total.....	67.213	19.855	87.068

Relation entre les cours et les arrivages.

Les cours de la banane s'établissent au port de débarquement par série d'arrivages, c'est-à-dire par navire. A chaque navire bananier, correspond un cours donné. Il est intéressant d'étudier comment ces cours varient au long de l'année, quelles sont leurs relations avec la densité des arrivages.

Reportons-nous, pour cet examen, aux graphiques des figures 7, 8, et 9. Les graphiques A ont été obtenus en portant en abscisse la date des arrivages et en ordonnées la valeur des cours. La hauteur de chaque trait vertical représente donc le cours d'une cargaison et l'écartement de ces traits est proportionnel à la fréquence des arrivages de navires bananiers.

Une première observation, relative à l'allure générale des cours pendant l'année, est valable pour tous les ports bananiers, sans exception. Les maxima se situent, en gros, entre avril et octobre-novembre, c'est-à-dire pendant la belle saison. Les minima, au contraire, se répartissent tout le long de l'année, mais surtout en automne et en hiver.

Le premier maximum de l'année apparaît au début du mois d'avril, dès la fin mars. C'est le moment où les fruits d'automne et de début d'hiver, métropolitains et exotiques, où les pommes et les oranges ont déserté les marchés. Dès que la température permet à la banane de circuler sous nos climats sans risquer de « friser », c'est-à-dire d'être gâtée par le froid et de perdre sa valeur commerciale, la demande commence

à s'amplifier, les cours montent. Ils faiblissent au mois de mai, fin mai début juin, où la courbe des cours dessine un minimum. Ce creux correspond à l'arrivée des fruits rouges : cerises, fraises, « berries » comme disent les anglais, mais « le temps des cerises » ne dure pas longtemps et les cours se raffermissent à nouveau pour atteindre leur point culminant en juin : toutes les conditions favorables sont alors réunies, conditions de climat, et conditions commerciales. La température permet l'acheminement des régimes sans aucun risque de frisure et la banane ne subit pas encore la concurrence d'aucun fruit métropolitain, sinon quelques primeurs sans influence sur les prix.

A partir de juillet, les cours se maintiennent, mais leur tenue est plus irrégulière, plus instable. La banane n'est plus la reine incontestée du marché : les pêches, les abricots, etc... menacent son monopole. Elle résiste cependant jusqu'à la fin du mois d'août où les cours s'effondrent complètement. Septembre est le plus bas étiage de l'année à Dieppe, suivi de près, à Bordeaux, par le minimum de janvier. Ce creux, très accentué correspond à l'invasion du raisin, qui, en quelques semaines, inonde tous les marchés, sature le consommateur, à des prix souvent peu élevés. Le raisin élimine littéralement tous les autres fruits pendant la période d'un peu plus d'un mois où il domine sans conteste, surtout dans les grands centres urbains qui sont, justement, les principaux consommateurs de banane.

Une fois passée la vague du raisin, les cours se

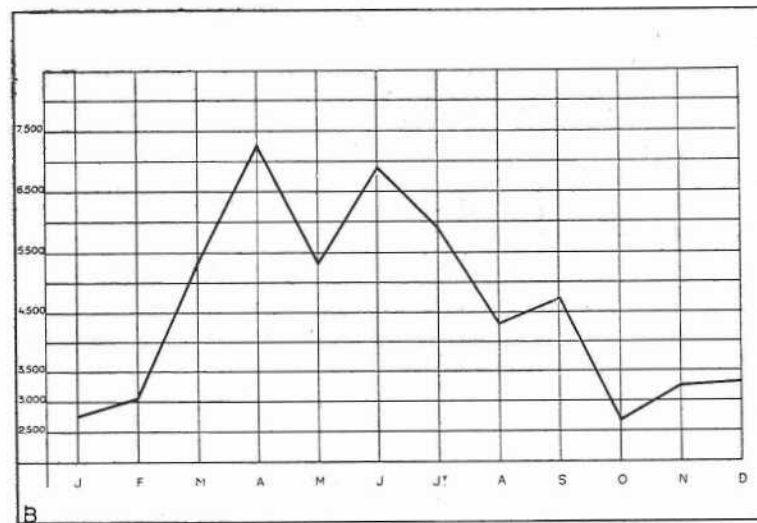
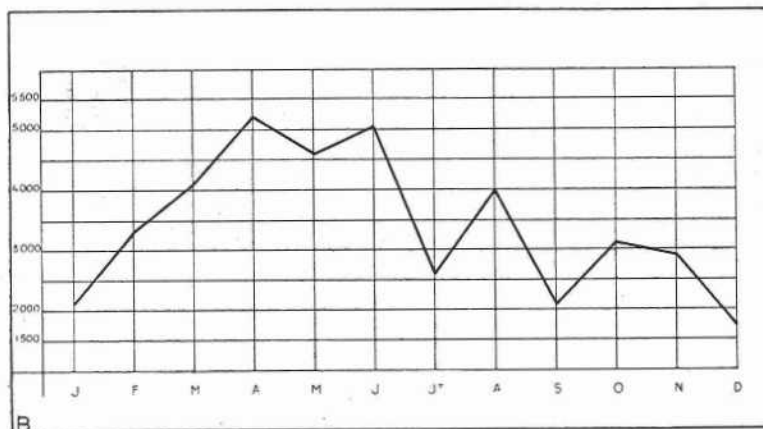
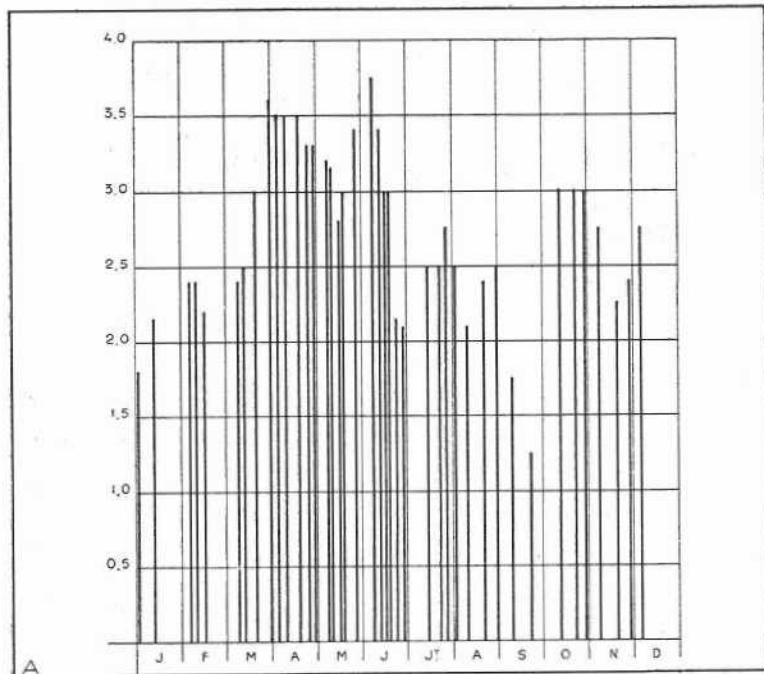
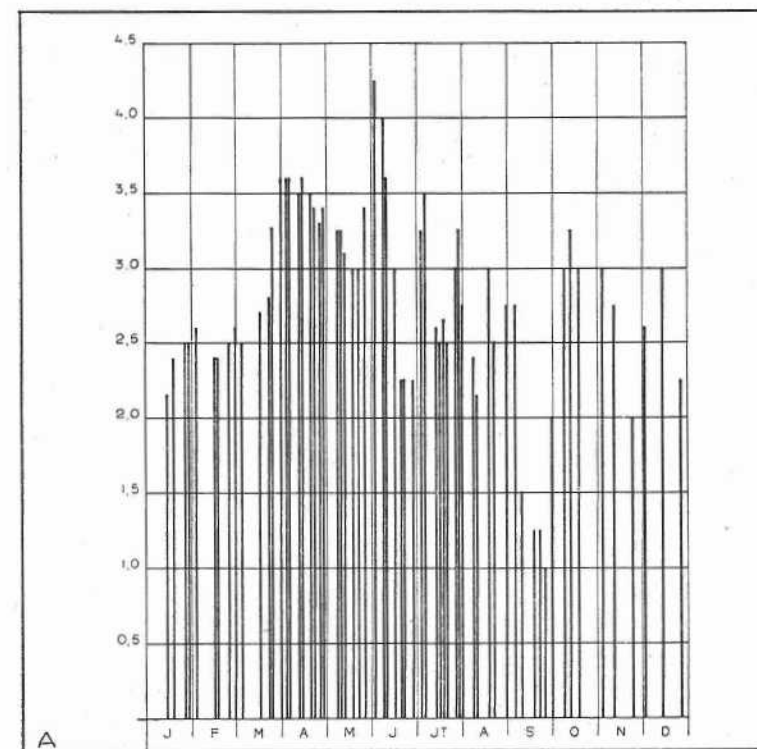


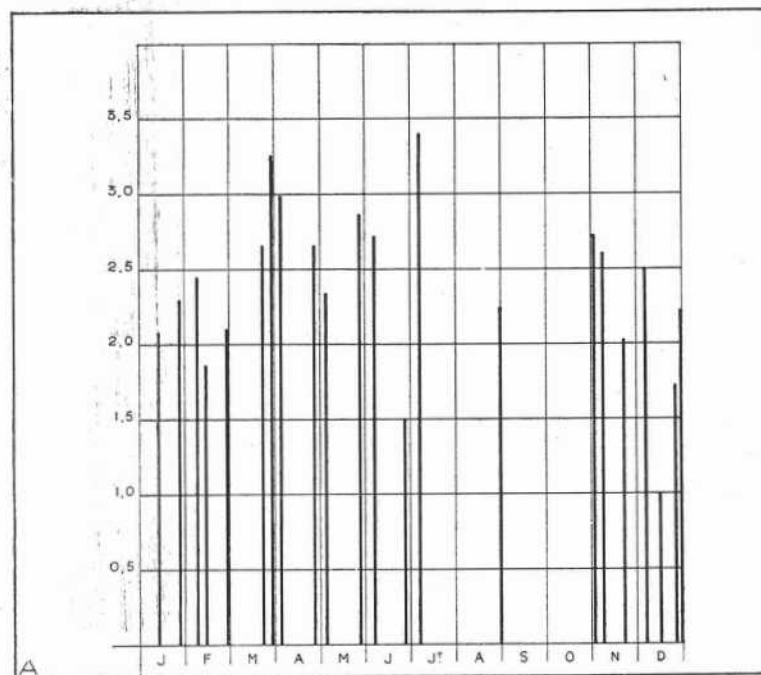
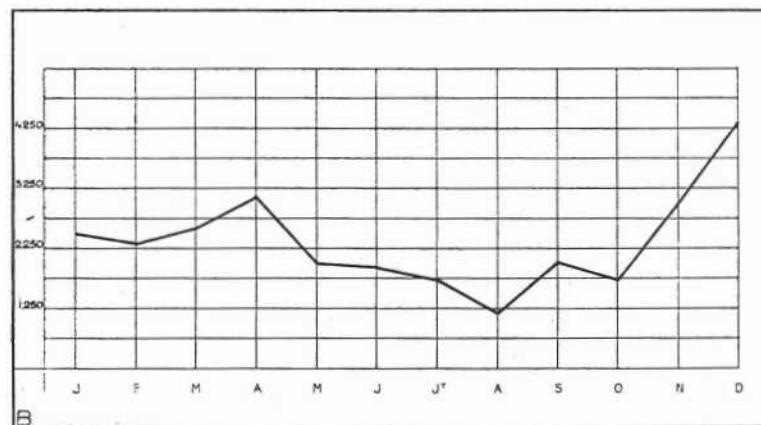
Fig. 7.



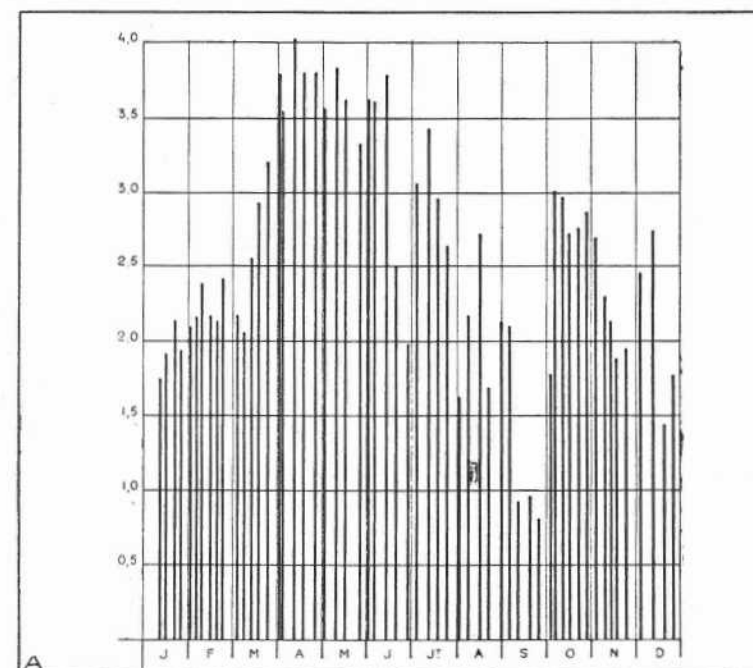
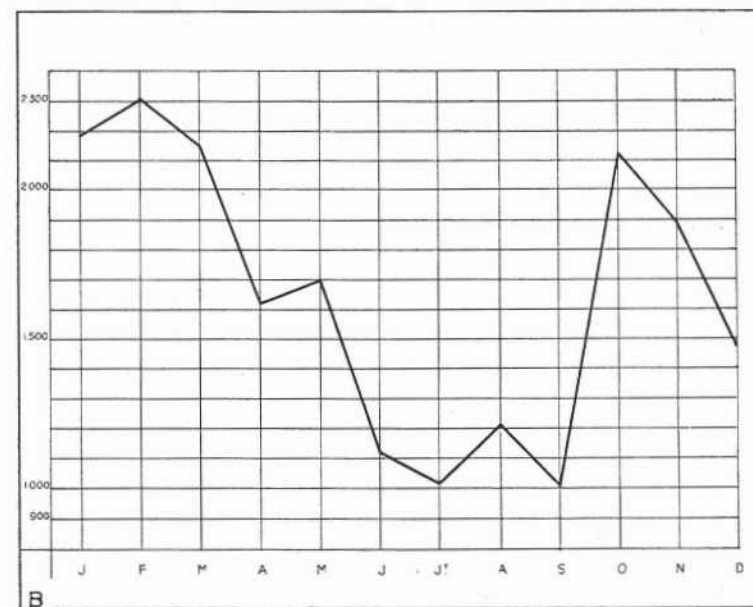
Rouen - A Cours - B Tonnage.



Dieppe - A Cours B Tonnage.



Le Havre - A Cours - B Tonnage.



Nantes - A Cours. B Tonnage.

rétablissent. Ils atteignent en octobre le niveau d'avril ; c'est le dernier maximum de l'année. En décembre et janvier, les cours s'effondrent à nouveau, comme en septembre : la chute est moins marquée à Dieppe et à Rouen qu'à Marseille, pour des raisons particulières que nous examinerons plus loin. Cette chute des mois d'hiver n'est pas due à des raisons commerciales, à des concurrences sur le marché consommateur, comme celle de septembre : les pommes et même les oranges laisseraient une place à la banane. Ce n'est pas le consommateur, cette fois, qui répugne à acheter. Le retrait de la demande est due au commerçant lui-même, qui évite d'acheter des bananes en une saison où le froid risque de les abîmer et de les perdre. Pour que les cours se relèvent, il faut attendre que la température devienne plus clémente, le début du printemps.

Ces résultats peuvent être schématisés de la façon suivante :

	Maxima	Minima
Janvier.....	—	froid excessif.
Avril.....	température favorable.	—
Mai.....	—	fruits rouge.
Juin.....	climat et marché favorables.	—
Septembre.	—	raisin.
Octobre....	fin de la concurrence métropolitaine.	—
Décembre..	—	froid excessif.

Ainsi, pendant la belle saison, aucun obstacle naturel ne s'oppose à la vente des bananes. Seule la concurrence des fruits métropolitains amène un fléchissement, d'ailleurs épisodique, des cours.

Pendant la saison froide, au contraire, les conditions du marché consommateur seraient favorables et la demande se maintiendrait. Mais les rigueurs de la température interdisent une saine conservation du produit, et détournent les commerçants du marché de la banane.

* * *

Tels sont les aspects généraux de la courbe des cours ; on les retrouve à peu près semblables à eux-mêmes dans les différents ports de débarquement.

Par contre, chaque port, ou certains groupes de ports, possèdent des caractéristiques particulières sur lesquelles il convient d'insister.

Revenons aux figures 7, 8 et 9 ; chacune de ces figures est composée de deux graphiques. Les graphiques A ont été expliqués plus haut ; ils représentent le mouvement des cours. Les graphiques B sont des courbes qui figurent le total des tonnages importés par mois.

Il s'agit maintenant, pour chacun des ports envisagés, de comparer les graphiques A et les graphiques B, autrement dit, d'étudier le rapport existant entre le mouvement des tonnages et le mouvement des prix.

Au premier coup d'œil sur ces figures, on observera qu'il existe deux groupes de ports. A l'intérieur de chacun de ces groupes, les conditions du rapport tonnage-cours sont identiques.

1^o Groupe : Dieppe-Rouen-Le Havre (1) fig. 7 et 8.

La courbe des poids et la courbe des prix sont grossièrement parallèles : elles montent et descendent en même temps.

Les maxima d'importation se situent en avril et juin, période de haut cours, avec un creux intermédiaire de mai, correspondant au minimum dû aux fruits rouges ; un maximum secondaire apparaît en automne, entre le raisin et les premiers froids.

Les minima d'importation correspondent avec les périodes de bas cours : l'époque du raisin et les grands froids de l'hiver.

Par conséquent, dans ce premier groupe, les arrivages montent et descendent avec les prix. Est-ce parce que les cours sont hauts, en raison de la demande, que les importations sont accélérées ? Ou bien est-ce, au contraire, parce que les offres sont trop massives que les cours s'effondrent ?

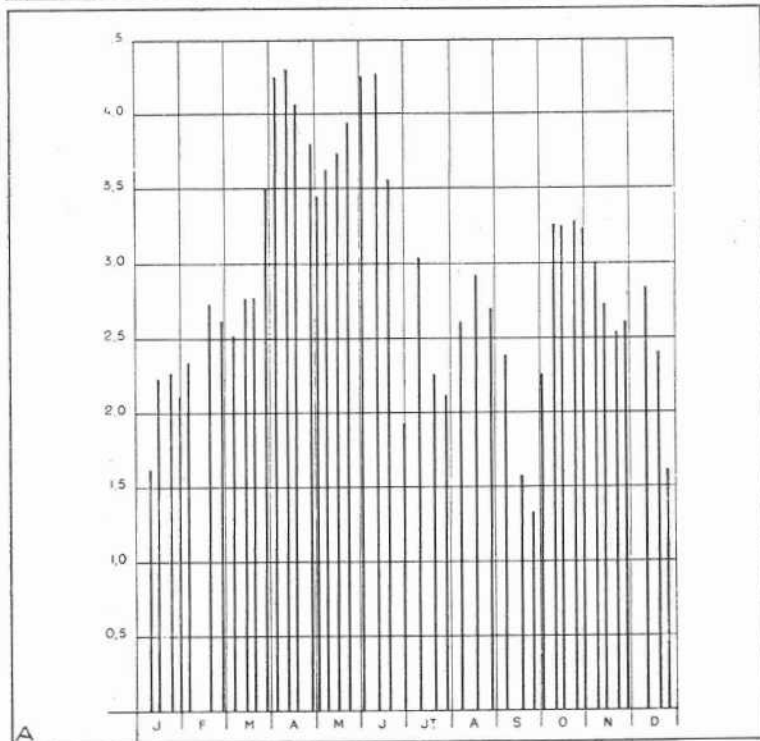
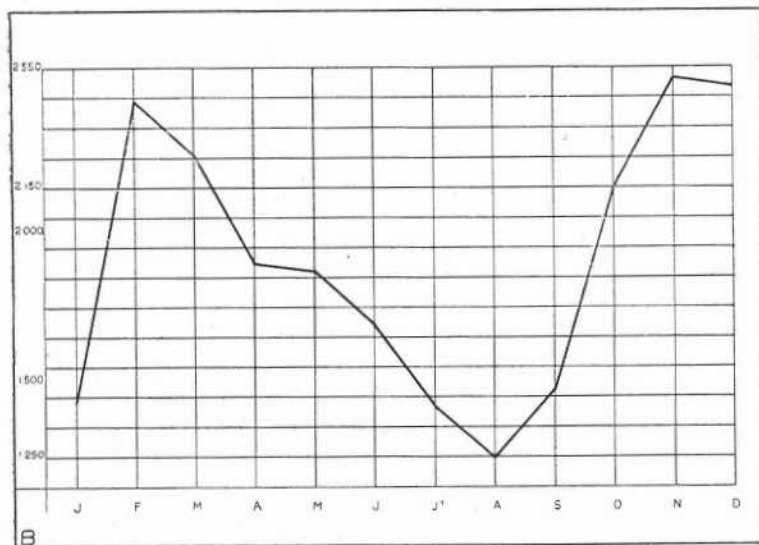
L'analyse précédente nous permet de répondre dès maintenant à cette double question. Nous savons que les cours ne s'établissent pas, pour la banane, en fonction de l'offre, qui pourrait d'ailleurs se soutenir pendant la plus grande partie de l'année, si on ne tenait compte que des conditions de production. Les cours s'établissent en fonction, d'une part, de la demande du consommateur, d'autre part, de la demande du commerçant, qui, pour les raisons expliquées plus haut, de conservation du produit, ne coïncident pas exactement.

D'ailleurs, l'étude des graphiques des ports du deuxième groupe permet de préciser encore.

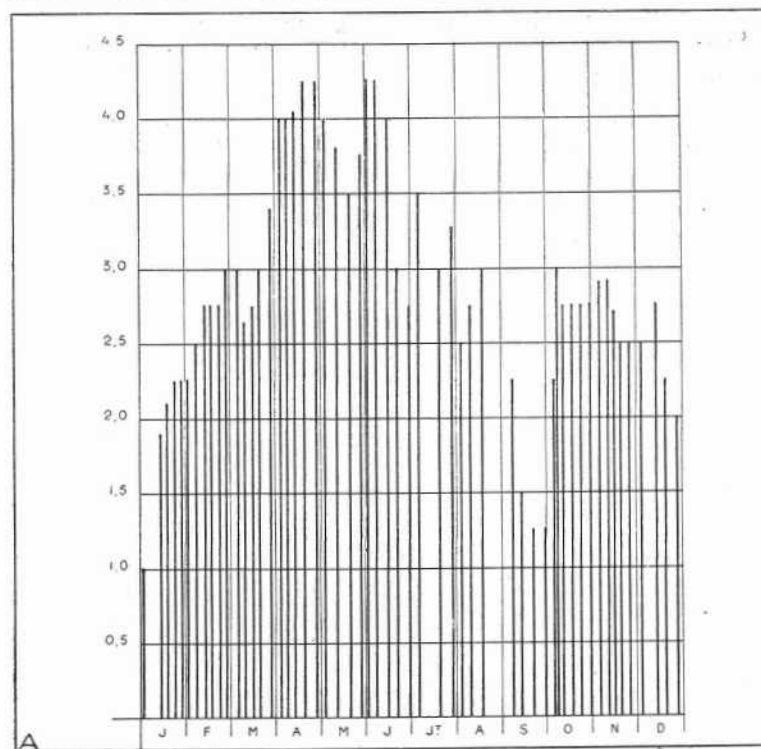
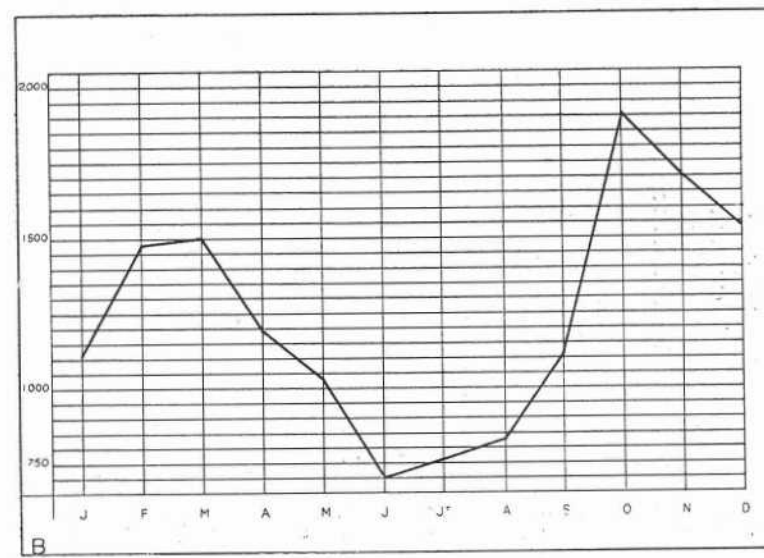
2^o Groupe : Marseille, Bordeaux, Nantes, fig. 8 et 9.

Dans ce second groupe, les courbes des prix et les courbes des poids, au lieu d'être à peu près parallèles, comme dans le cas précédent, sont opposées : je veux dire que les maxima de l'une correspondent aux minima de l'autre.

(1) Pour Le Havre, le nombre des navires du graphique est incomplet.



Marseille - A Cours - B Tonnage.



Bordeaux - A Cours - B Tonnage.

A Nantes, par exemple, on remarque sur la courbe des poids un maximum de janvier-février et un minimum de juin à septembre, alors que la courbe des cours marque, comme dans tous les ports, un minimum d'hiver et un maximum d'été.

Autrement dit, dans les ports de ce groupe, les arrivages les plus massifs se situent précisément dans la période où les cours sont les plus bas, en particulier l'hiver.

* * *

Par conséquent, la situation se présente sous l'aspect suivant : Les cours s'établissent d'après des causes indépendantes de la production et même du volume des importations. Tout le problème de l'économie bananière dépend donc de la possibilité de faire coïncider les importations avec les périodes de forte demande, et par conséquent, de hauts cours. Cette coïncidence est à peu près obtenue dans les ports du premier groupe : Dieppe, Le Havre, Rouen, où les bananes proviennent des Antilles, et aussi du Cameroun. La production a pu se plier aux exigences du marché consommateur. Au contraire, cette coïncidence n'est pas réalisée dans les ports du second

groupe : Marseille, Bordeaux, Nantes, où les bananes proviennent de la côte d'Afrique et plus spécialement de la Guinée. Pour des raisons qui ont été expliquées ailleurs (1) la production guinéenne n'a pu adapter le calendrier de sa cueillette aux nécessités du marché métropolitain.

Ainsi s'expliquent les particularités de l'économie bananière.

Constatons seulement, pour l'instant, que les prix ne fléchissent pas lorsque les importations s'élèvent massivement. La difficulté, telle qu'elle apparaît à la lecture des graphiques commentés ci-dessus, ne réside pas dans les périls d'une surproduction, d'une importation excessive, mais dans le choix des périodes d'arrivages ; c'est déjà un signe que le marché de la banane n'était pas saturé, puisque l'augmentation de l'offre pouvait coïncider avec l'élévation des cours sans déterminer une tendance à la baisse.

Dans un prochain article nous verrons comment la consommation des fruits d'outre-mer se répartit géographiquement en France. *(à suivre).*

(1) ARIÈS et CADILLAT. Le Commerce de la banane dans le monde (Institut des Fruits et Agrumes Coloniaux. Série économique, n° 2).

La Rédaction serait heureuse de recevoir de ses lecteurs les commentaires que leur suggèrent les articles de la Revue. D'autre part, elle aimerait pouvoir éclairer les lecteurs sur les questions que ceux-ci ont bien voulu lui signaler. Cet échange de vues donnerait lieu à une rubrique spéciale : **Lettre à l'Editeur** qui nous maintiendrait en relation directe avec nos correspondants même les plus lointains.